

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

14 janvier 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**condamnant la répression
à l'encontre des adeptes du Falun Gong et
d'autres prisonniers d'opinion
par la République populaire de Chine**

(déposée par Mmes Annick Ponthier et
Ellen Samyn)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

14 januari 2022

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**houdende de veroordeling van de repressie
tegen Falun Gong-beoefenaars en
andere gewetensgevangenen
door de Volksrepubliek China**

(ingediend door de dames Annick Ponthier en
Ellen Samyn)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les adeptes du Falun Gong forment en Chine une minorité idéologique qui adhère à une autodiscipline morale. Ce courant spirituel a été introduit en Chine en 1992 par son fondateur Li Hongzhi. Le Falun Gong vise à cultiver ou à affiner le corps et l'esprit en combinant des mouvements et des exercices de méditation (gi-gong) et une philosophie morale théorique. Les adeptes du Falun Gong considèrent cette philosophie comme étant un courant de la tradition bouddhiste, mais cette philosophie emprunte également des éléments à l'école taoïste. Les principes philosophiques directeurs du Falun Gong sont l'authenticité, la compassion et la tolérance. Au travers de leurs exercices pratiques et de leur philosophie morale théorique, les adeptes du Falun Gong s'efforcent, comme ceux du bouddhisme, de se détacher de tous leurs désirs et d'atteindre l'éveil spirituel.

Grâce au soutien logistique et financier de l'organisme de recherche Qigong, qui relève du ministère des Sports chinois, Li Hongzi, fondateur du Falun Gong, a donné une série de conférences à travers la Chine en vue de promouvoir son idéologie. En 1992 et 1993, il a participé à la Foire de la santé orientale à Pékin, où il a rencontré un succès considérable, remportant plusieurs prix et suscitant un engouement important du public. En janvier 1995, il a publié le livre Zhuan Falun, qui constitue une adaptation de sa série de conférences. Le Falun Gong est ensuite devenu de plus en plus populaire en Chine, et Hongzi a également été invité à donner des conférences sur son courant spirituel à l'étranger. Hongzi a émigré aux États-Unis en 1996. Le Falun Gong s'est progressivement répandu sur la scène internationale et il est aujourd'hui pratiqué dans près de 80 pays. En 1999, les autorités chinoises ont estimé que le Falun Gong comptait environ 70 millions d'adeptes. À l'étranger, le Falun Gong compte des dizaines voire des centaines de milliers d'adeptes, principalement à Taïwan et en Amérique du Nord.

Initialement, les adeptes du Falun Gong ont donc pu compter sur le soutien du Parti communiste chinois, comme en témoigne le financement par l'organisme de recherche Qigong. Au milieu des années 1990, les autorités chinoises ont toutefois commencé à se méfier du Falun Gong, principalement en raison de son énorme popularité, de son indépendance et de sa spiritualité, qui ne correspondait pas à l'idéologie communiste de l'État chinois, caractérisée par l'athéisme. Par conséquent, le Falun Gong a progressivement été considéré comme une menace dans le courant des années 1990, d'autant

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De Falun Gong-aanhangers zijn een levensbeschouwelijke minderheid in China, die geloven in geestelijke zelfdiscipline. Deze spirituele stroming werd in 1992 aan het Chinese publiek geïntroduceerd door grondlegger Li Hongzhi. Falun Gong streeft het cultiveren ofwel verfijnen van lichaam en geest na. Dit proberen ze te bereiken door een combinatie van bewegings- en meditatieoefeningen (qi-gong) en een theoretische morele filosofie. Deze laatste beschouwen de Falun Gong-aanhangers als deel van de Boeddhistische traditie, maar hun filosofie haalt ook elementen uit de Taoïstische school. De voornaamste leidinggevende filosofische principes van Falun Gong zijn waarachtigheid, mededogen en verdraagzaamheid. Via hun praktische oefeningen en theoretische morele filosofie, trachten Falun Gong-aanhangers in lijn met het Boeddhisme al hun verlangens los te laten en spirituele verlichting te bereiken.

Via logistieke en financiële steun van de Qigong-Onderzoeksvereniging, deel van het Chinese Ministerie van Sport, gaf Falun-Gong-oprichter Li Hongzi een reeks lezingen doorheen heel China om zijn levensbeschouwing te promoten. In 1992 en 1993 nam hij deel aan de Oosterse Gezondheidsbeurs in Peking, met aanzienlijk succes. Hij won verschillende prijzen en massale belangstelling van het publiek. In januari 1995 verscheen het boek Zhuan Falun, een bewerking van zijn lezingenreeks. Falun Gong werd steeds populairder in China en ook in het buitenland werd Hongzhi gevraagd om lezingen te geven over zijn spirituele traditie. Hongzhi zelf emigreerde naar de VS in 1996. Geleidelijk verspreidde Falun Gong zich internationaal en tot op de dag van vandaag wordt het in een 80-tal landen beoefend. De Chinese overheid schatte tegen 1999 het aantal Falun Gong-beoefenaars op zo'n 70 miljoen mensen. In het buitenland kent Falun Gong een aanhang van tientallen tot honderdduizenden leden, voornamelijk in Taiwan en Noord-Amerika.

Aanvankelijk konden de Falun Gong-aanhangers dus op steun rekenen van de Chinese Communistische Partij, getuige de financiering door de Qigong-Onderzoeksvereniging. Tegen het midden van de jaren 90 groeide echter de argwaan van de Chinese overheid ten aanzien van de Falun Gong-stroming. Voornamelijk redenen hiervoor waren hun enorme populariteit, onafhankelijkheid en spiritualiteit die niet strookte met de Chinese atheïstische, communistische staatsideologie. Falun Gong werd daarom in de loop van de jaren 90 meer en meer als een bedreiging voor de Chinese Staat beschouwd,

plus que, fort de ses 70 millions de pratiquants, il était plus important que le Parti communiste chinois et ses 60 millions de membres.

C'est à cette époque que la presse d'État a diffusé de plus en plus de critiques à l'encontre du Falun Gong. Le nombre de rapports faisant état de discriminations envers ses adeptes par le Bureau chinois de la sécurité publique a augmenté. En avril 1999, quelque 10 000 adeptes du Falun Gong ont protesté contre cette ingérence de l'État devant les bureaux des autorités à Pékin et pour obtenir une reconnaissance juridique. Et ces protestations sont considérées comme le principal catalyseur de la persécution systématique, brutale et à grande échelle des adeptes du Falun Gong par Pékin.

Le 20 juillet 1999, le Parti communiste chinois a ainsi lancé une campagne nationale et multiforme de persécution et de propagande contre le mouvement Falun Gong.

L'accès aux sites web mentionnant le concept du Falun Gong a été bloqué et, en octobre 1999, le Falun Gong a été condamné en tant qu'organisation subversive menaçant l'ordre social.

L'opinion publique a même été manipulée au cours de la campagne de persécution chinoise contre le mouvement Falun Gong. L'immolation par le feu qui a eu lieu sur la place Tiananmen le 23 janvier 2001, le soir du nouvel an chinois, l'illustre bien. Cinq personnes se sont aspergées d'essence et se sont immolées par le feu sur cette place. Deux d'entre elles n'ont pas survécu. Les autorités chinoises les ont identifiées comme étant des adeptes du Falun Gong et ont utilisé cet incident pour retourner l'opinion publique contre le Falun Gong. Ce faisant, elles ont tenté d'obtenir un soutien accru en faveur de leur campagne de persécution. Selon une enquête du *Washington Post*, il est ensuite apparu que personne ne savait si les deux personnes décédées étaient adeptes du Falun Gong. Plusieurs journalistes et observateurs internationaux ont ensuite apporté la preuve que les autorités chinoises savaient que des gens allaient s'immoler. Les images filmées montrent également que les caméras ont été braquées sur cet événement, puisqu'elles ont réagi rapidement et se sont focalisées sur les personnes qui s'immolaient par le feu. Les services de secours sont en outre immédiatement arrivés sur place pour éteindre le feu, alors qu'ils auraient normalement eu besoin de plus de temps. Tout dans cette affaire indique donc une manipulation des autorités chinoises visant à discréditer le Falun Gong, comme si un rituel d'immolation par le feu faisait partie de leur philosophie, alors que les adeptes du Falun Gong indiquent que la violence et le suicide sont explicitement interdits par leur pratique spirituelle.

te meer omdat ze met minstens 70 miljoen beoefenaars al groter was dan de Chinese Communistische Partij met haar 60 miljoen leden.

In die periode begon steeds vaker kritische berichtgeving in de staatspers op te duiken omtrent Falun Gong. Ook namen de rapporten toe over discriminatie tegen aanhangers door het Chinese Bureau van Publieke Veiligheid. In april 1999 protesteerden een 10 000-tal Falun Gong-beoefenaars voor de overheidskwartieren te Peking tegen deze staatsinmenging en voor juridische erkenning. Die protesten worden beschouwd als de grote katalysator voor de grootschalige, systematische en brutale vervolging van de Falun Gong-aanhangers door Peking.

Op 20 juli 1999 startte de Chinese Communistische Partij zodoende een nationale en pluriforme vervolgings- en propagandacampagne tegen de Falun Gong-beweging.

Internettoegang tot websites die het begrip Falun Gong vermeldden werd geblokkeerd en in oktober 1999 werd Falun Gong veroordeeld als staatsondermijnende organisatie die de sociale orde bedreigt.

Manipulatie van de publieke opinie werd niet geschuwd bij de Chinese vervolgingscampagne tegen Falun Gong. Exemplarisch hiervoor is het zelfverbrandingsincident op het Tiananmenplein op 23 januari 2001, op de avond van het Chinese Nieuwjaar. Vijf personen overgoten zichzelf met benzine en staken zichzelf in brand op het plein. Twee van hen overleefden het niet. De Chinese overheid identificeerde hen als Falun Gong-beoefenaars en greep het incident aan om de publieke opinie tegen Falun Gong te keren. Op die manier trachten ze meer draagvlak te creëren voor hun vervolgingscampagne. Achteraf bleek volgens onderzoek van *The Washington Post* dat niemand er weet van had dat de twee overleden betrokkenen ooit Falun Gong beoefend zouden hebben. Verschillende journalisten en internationale waarnemers kwamen later met bewijsstukken dat de Chinese overheid voorkennis had van het zelfverbrandingsincident. Uit de camerabeelden blijkt ook dat de camera's ingesteld zijn op het gebeuren, omdat ze snel reageerden en focusten op de personen die zichzelf in brand staken. Tevens waren de hulpdiensten onmiddellijk ter plaatse om te blussen, terwijl ze normaliter meer tijd nodig zouden hebben. Alles wijst in deze dus op een opgezet spel van de Chinese overheid om Falun Gong in een slecht daglicht te plaatsen, alsof een zelfverbrandingsritueel onderdeel van hun levensbeschouwing is. De Falun Gong-beoefenaars stellen immers dat geweld en zelfmoord expliciet verboden zijn volgens hun leer.

La campagne de persécution à leur rencontre fut elle-même impitoyable. Selon les rapports à ce sujet, les adeptes du Falun Gong sont victimes de violations multiples, systématiques et flagrantes de leurs droits humains de la part des autorités chinoises au travers des politiques que ces autorités ont menées et qu'elles mènent toujours dans le cadre d'un programme de conversion idéologique forcée, de rééducation et de mesures de coercition extrajudiciaires allant d'arrestations arbitraires au travail forcé en passant par la torture psychologique et physique, voire par des exécutions. On estime que plusieurs centaines de milliers d'adeptes du Falun Gong ont fait l'objet d'une incarcération extrajudiciaire et ont été soumis à ces méthodes de coercition pour les contraindre à renoncer à leur propre spiritualité.

En 2009, selon plusieurs organisations de défense des droits humains, quelque 2 000 pratiquants du Falun Gong seraient morts en détention des suites de ce traitement dégradant infligé par les autorités chinoises. Entre-temps, le nombre de décès confirmés dus à la torture et à d'autres mauvais traitements s'élève à plus de 4 600 personnes. Au moins 100 000 cas de torture ont été répertoriés par l'association *Minghui.org*, et il y a des raisons de penser que ce nombre est en réalité bien plus élevé. En 2006, Manfred Nowak, rapporteur spécial sur la torture, a indiqué dans un rapport de l'ONU que 66 % des détenus en Chine ayant fait l'objet de tortures étaient des adeptes du Falun Gong. Il n'existe pas de statistiques fiables indiquant le nombre exact de pratiquants du Falun Gong actuellement emprisonnés, étant donné que la Chine ne divulgue pas ces informations qu'elle considère comme un secret d'État. Il s'agirait toutefois de millions de personnes, comme en attestent les sources suivantes: l'enquête du journaliste d'investigation américano-britannique Ethan Gutmann, un rapport de 2006 du rapporteur de l'ONU Manfred Novak, des rapports du département d'État américain sur les droits de l'homme, la Fondation pour la recherche sur le laogai et un rapport de 2013 d'Amnesty International, qui indiquait que dans les camps de rééducation, les adeptes du Falun Gong représentaient un tiers, voire parfois 100 %, des personnes détenues dans ces camps.

Le vol et le trafic organisés d'organes constituent une autre forme terrible de persécution de la Chine visant (notamment) le mouvement Falun Gong. À la demande de l'ONG *The Coalition to Investigate the Persecution of the Falun Gong in China (CIPFG)*, les chercheurs canadiens David Kilgour et David Matas ont mené une enquête en 2006 sur les allégations de vol d'organes prélevés sur des pratiquants du Falun Gong. Des rumeurs de vol à grande échelle d'organes prélevés sur des adeptes du Falun Gong et destinés au marché chinois circulaient déjà abondamment à l'époque. La Chine a évidemment réfuté ces accusations, mais Kilgour et Matas ont

De vervolgingscampagne zelf was nietsontziend. Volgens rapporten ter zake zijn de Falun Gong-beoefenaars slachtoffer van veelvoudige, systematische en grove mensenrechtenschendingen door toedoen van het Chinese overheidsbeleid. Het ging en gaat nog altijd om een programma van gedwongen ideologische bekering, heropvoeding en buitengerechterlijke dwangmaatregelen. Die variëren van willekeurige arrestaties over dwangarbeid, psychologische foltering en fysieke marteling tot zelfs executies. Volgens schattingen zijn honderdduizenden Falun Gong-beoefenaars buitengerechterlijk opgesloten en worden ze daar onderworpen aan deze dwangmethoden om hun eigen spiritualiteit af te zweren.

In 2009 schatten mensenrechtenorganisaties dat zo'n 2000 Falun Gong-aanhangers in hechtenis zouden zijn overleden, als gevolg van deze mensenwaardige behandeling door de Chinese autoriteiten. Ondertussen loopt het aantal bevestigde doden door marteling en andere vormen van mishandeling op tot meer dan 4 600 mensen. Minstens 100 000 gevallen van marteling werden gedocumenteerd door vrijwilligersorganisatie *Minghui.org* en er zijn redenen te over om aan te nemen dat het er veel meer zijn. In 2006 meldde speciaal rapporteur inzake marteling Manfred Nowak in een VN-rapport dat 66 % van de gedetineerden in China die gemarteld werden, Falun Gong-beoefenaars waren. Over het exacte aantal Falun Gong-beoefenaars die gevangen zitten zijn geen harde cijfers, omdat China dit als staatsgeheim verborgen houdt. Schattingen lopen echter op tot miljoenen personen. Om dit te staven verwijst men naar volgende bronnen: het onderzoek van de Brits-Amerikaanse onderzoeksjournalist Ethan Gutmann, een rapport van VN rapporteur Manfred Novak uit 2006, *US state department Human Rights* rapporten, de Laogai Foundation en een rapport van Amnesty International uit 2013, waarin wordt vermeld dat een derde tot soms 100 % van de gevangenen in heropvoedingskampen bestond uit Falun Gong-beoefenaars.

Nog een andere schrijnende misdaad van China tegen (onder meer) de Falun Gong-beweging bestaat uit de georganiseerde orgaanroof en -handel. Op vraag van de NGO *"The Coalition to Investigate the Persecution of the Falun Gong in China (CIPFG)"* werd door Canadese vorsers David Kilgour en David Matas in 2006 een onderzoek uitgevoerd naar de aantijgingen over orgaanroof bij Falun Gong-beoefenaars. De geruchten over grootschalige orgaanroof op Falun Gong-beoefenaars, ten gunste van de Chinese transplantatiemarkt, waren immers toen al wijdverspreid. China ontkende uiteraard de aanklachten. Maar Kilgour en Matas kwamen erachter

constaté que les autorités chinoises ne pouvaient ou ne voulaient pas divulguer l'origine de quelque 41 500 organes transplantés par des chirurgiens. Ils en ont dès lors conclu qu'il était bien question de vol d'organes.

L'enquête précitée d'Ethan Gutmann, journaliste d'investigation et expert de la Chine, a été publiée plus tard. Sur la base de ses recherches, Ethan Gutmann estimait qu'environ 65 000 pratiquants du Falun Gong avaient été assassinés pour leurs organes entre 2000 et 2008. Ses conclusions ont été publiées dans plusieurs journaux et il a déjà témoigné à ce sujet devant le Congrès américain et le Parlement européen. En août 2014, il a publié les résultats de ses recherches dans un livre intitulé *The Slaughter: Mass Killings, Organ Harvesting and China's Secret Solution to Its Dissident Problem*.

En 2019, la conclusion du "*China Tribunal*", un tribunal populaire indépendant, était que le prélèvement forcé d'organes sur des adeptes vivants du Falun Gong ne faisait aucun doute et que cela constituait un crime contre l'humanité. Ce tribunal avançait même le chiffre de plusieurs centaines de milliers de décès causés par des prélèvements forcés d'organes.

Les pratiquants du Falun Gong sont les premières et principales victimes des prélèvements d'organes forcés effectués par les autorités chinoises. Des expériences menées sur eux ont permis d'acquérir un savoir-faire en matière de prélèvement d'organes qui a ensuite été appliqué à d'autres groupes persécutés, comme les Ouïghours du Xinjiang.

La répression brutale de la minorité Falun Gong en Chine a été préparée de manière très centralisée et bureaucratique par le Parti communiste chinois. Le "Bureau 6-10" central a été créé à cette fin. Ce bureau a été placé sous le contrôle d'organes dirigeants centraux comme le groupe central de direction chargé du Falun Gong, le Comité central et le Bureau politique du PCC. Une bureaucratie répressive centralisée rappelant le style de l'ancien dirigeant soviétique Stalin a été mise en place, mais dans le seul et unique but d'éliminer les adeptes du Falun Gong et leur philosophie. Il est donc tout à fait question d'une approche systématique et d'une organisation appliquées lors des génocides. La question de savoir si le concept de génocide peut s'appliquer à la situation du Falun Gong n'a pas encore été tranchée dès lors qu'il ne s'agit pas d'un groupe ethnique. La méthodologie de l'État chinois présente néanmoins toutes les caractéristiques d'un processus génocidaire.

À l'échelle internationale, certaines autorités publiques et des organisations non gouvernementales ont réagi à la répression qui sévit à l'encontre des pratiquants du Falun Gong. Des organisations de défense des droits de

dat de Chinese autoriteiten de oorsprong niet konden of wilden bekendmaken van zo'n 41 500 organen die door chirurgen getransplanteerd waren. Zij kwamen dan ook tot de vaststelling dat er orgaanroof in het spel was.

Later verscheen het onderzoek van voormelde onderzoeksjournalist en China-expert Ethan Gutmann. Die suggereerde op basis van zijn onderzoek dat zo'n 65 000 Falun Gong-beoefenaars vermoord waren voor hun organen tussen 2000 en 2008. Zijn bevindingen zijn in verschillende persbladen verschenen en voor het Amerikaans Congres en het Europees Parlement heeft hij er reeds getuigenissen over afgelegd. In augustus 2014 publiceerde hij zijn onderzoek in het boek *The Slaughter: Mass Killings, Organ Harvesting and China's Secret Solution to Its Dissident Problem*.

In 2019 volgde de conclusie van het Chinatribunaal, een onafhankelijk volktribunaal, dat er geen twijfel is over de gedwongen orgaanextracties op levende Falun Gong-beoefenaars en dat dit een misdaad tegen de mensheid betreft. Het Chinatribunaal sprak over maar liefst enkele honderdduizenden doden, als gevolg van gedwongen orgaanroof.

De Falun Gong-beoefenaars zijn de eerste en grootste slachtoffers van de gedwongen orgaanextracties door de Chinese overheid. Via experimenten op hen werd de know-how ontwikkeld inzake orgaanroof die daarna werd toegepast op andere vervolgte groepen, zoals de Oeigoeren van Xinjiang.

De brutale repressie van de Falun Gong-minderheid in China is zeer centraal en bureaucratisch voorbereid door de Chinese Communistische Partij. Hiertoe werd het centrale "6-10 Bureau" ingericht, dat onder controle staat van hogere centrale organen als het Centraal Leiderschapsteam voor de Falun Gong, het Centraal Comité en het Politbureau van de CCP. Een centraal geleide repressiebureaucratie in de stijl van oud-Sovjetleider Stalin werd opgezet, met maar één doel: het uitroeien van de Falun Gong-aanhangers en hun levensbeschouwing. Men kan dus gerust van een systematiek en organisatie spreken die bij genocides van toepassing is. Er heerst nog discussie of het begrip genocide aan de orde is inzake de situatie van de Falun Gong, omdat het niet om een etnische groep gaat. De methodiek van de Chinese Staat heeft echter alle kenmerken van een genocidaal proces.

Internationaal zijn er zowel vanuit overheden als niet-gouvernementele organisaties reacties geweest op de repressie tegen de Falun Gong-beoefenaars. Mensenrechtenorganisaties als Amnesty International en

l'homme, comme Amnesty International et Human Rights Watch, ont déjà tiré la sonnette d'alarme et exhorté les Nations Unies et la communauté internationale à agir. Le Congrès américain a également approuvé plusieurs résolutions qui demandent la cessation immédiate des persécutions à l'encontre des adeptes du Falun Gong. Taïwan, Israël, l'Espagne et l'Italie ont également pris des initiatives législatives en vue d'incriminer le trafic d'organes et le tourisme de transplantation en Chine. Tel est également l'objectif de la présente résolution: l'adhésion à l'appel international lancé contre l'outil de répression systématique mis en œuvre par le Parti communiste chinois contre ce groupement spirituel.

Bien que la présente proposition de résolution vise expressément le cas du Falun Gong, ce groupement spirituel n'est évidemment pas la seule victime de la répression totalitaire chinoise. Ses membres représentent le plus grand groupe de prisonniers d'opinion en Chine, mais il faut y ajouter les Ouïghours, les Tibétains, les chrétiens, les Kirghizes, les Tadjiks et les Kazakhs. La présente proposition vise donc à condamner fermement la répression à l'égard de l'ensemble des communautés ethno-religieuses ou philosophiques persécutées en Chine et à y associer des actions concrètes.

À cet effet, nous devons examiner très attentivement nos propres relations avec Pékin et entreprendre des démarches afin de mettre fin à certains partenariats illicites. Nous songeons par exemple à l'accord d'investissement sino-européen et au Traité d'extradition bilatéral entre la Belgique et la Chine qui a récemment été ratifié. Dans le cas contraire, la Belgique risque de se rendre complice de crimes contre l'humanité, en dépit de tous ses beaux discours en faveur des droits humains universels.

Human Rights Watch trokken eerder al aan de alarmbel en spoorden de VN en de internationale gemeenschap aan om actie te ondernemen. Ook het Amerikaans Congres heeft verschillende resoluties goedgekeurd die oproepen tot een onmiddellijke stopzetting van de vervolgingen tegen de Falun Gong-aanhangers. Ook Taiwan, Israël, Spanje en Italië hebben wetgevende initiatieven genomen om orgaanhandel te criminaliseren en transplantatietoerisme naar China tegen te gaan. Dit is dan ook wat deze resolutie beoogt: een aansluiting bij die internationale oproep tegen het systematische repressie-apparaat dat de Chinese Communistische Partij inzet tegen deze spirituele groepering.

Hoewel dit voorstel van resolutie expliciet op de casus van Falun Gong focust, is deze spirituele groep natuurlijk niet als enige slachtoffer van de totalitaire Chinese repressie. Zij maken de grootste groep uit van de gewetensgevangenen in China, maar daarnaast zijn er onder meer ook de Oeigoeren, Tibetanen, christenen, Kirgiziërs, Tadzjiken en Kazachen. Dit voorstel strekt er aldus toe de repressie van alle vervolgte etnisch-religieuze of levensbeschouwelijke groepen in China ten strengste te veroordelen en daar concrete acties aan te koppelen.

Daartoe moeten we onze eigen relaties met Peking drastisch onder de loep nemen en stappen zetten om bepaalde ongeoorloofde partnerschappen te stoppen. Hierbij kan men denken aan het Europees-Chinees investeringsakkoord en het bilateraal uitleveringsverdrag tussen België en China, dat recent geratificeerd werd. Zo niet, dreigt dit land medeplichtig te worden aan misdaden tegen de mensheid, alle lippendienst aan universele mensenrechten ten spijt.

Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que le Falun Gong est un mouvement spirituel très répandu et de portée internationale qui comptait selon les estimations quelque 70 millions de membres en Chine avant les persécutions de 1999 et qui a des dizaines voire des centaines de milliers d'adeptes à l'étranger, principalement à Taiwan et en Amérique du Nord;

B. considérant que le Parti communiste chinois a lancé le 20 juillet 1999 une campagne nationale de persécution et de propagande à multiples facettes contre le mouvement Falun Gong;

C. considérant que l'on a eu recours à la censure de l'internet dans le cadre de cette campagne;

D. considérant que le Falun Gong a été condamné en tant qu'organisation subversive menaçant l'ordre social de la Chine;

E. considérant qu'il y a eu une manipulation de l'opinion publique, ainsi qu'on a pu le constater lors de l'incident des auto-immolations qui a eu lieu sur la place Tiananmen le 23 janvier 2001;

F. considérant que selon les rapports relatifs aux droits de l'homme, les adeptes du Falun Gong sont victimes de violations multiples, systématiques et flagrantes des droits de l'homme découlant de la politique menée par les autorités;

G. considérant que l'État chinois a entrepris un programme de conversion idéologique forcée, de rééducation et de coercition extrajudiciaire des pratiquants du Falun Gong qui repose sur des arrestations arbitraires et sur le recours au travail forcé et à la torture psychologique et physique, voire aux exécutions;

H. considérant que selon les estimations, des centaines de milliers d'adeptes du Falun Gong ont été emprisonnés de manière extrajudiciaire en Chine;

I. considérant que le nombre de décès confirmés dus à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements est estimé à plus de 4 600;

J. considérant qu'au moins 100 000 cas de torture ont été documentés par l'organisation bénévole *Minghui.org*;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat Falun Gong een wijdverspreide en internationaal vertakte spirituele beweging is die op zo'n 70 miljoen leden in China geschat werd voor de vervolgingen in 1999 en door tientallen of zelfs honderden duizenden mensen aangehangen wordt in het buitenland, voornamelijk Taiwan en Noord-Amerika;

B. overwegende dat op 20 juli 1999 de Chinese Communistische Partij een nationale en pluriforme vervolgings- en propagandacampagne tegen de Falun Gong-beweging gestart is;

C. overwegende dat bij deze campagne gebruik werd gemaakt van censuur van het internet;

D. overwegende dat Falun Gong werd veroordeeld als een staatsondermijnende organisatie die de sociale orde in China bedreigde;

E. overwegende dat manipulatie van de publieke opinie niet werd geschuwd, getuige het zelfverbrandingsincident op het Tiananmenplein van 23 januari 2001;

F. overwegende dat volgens mensenrechtenrapporten de Falun Gong-boefenaars slachtoffer zijn van veelvuldige, systematische en grove mensenrechtenschendingen door toedoen van het Chinese overheidsbeleid;

G. gelet op het feit dat de Chinese Staat een programma van gedwongen ideologische bekering, heropvoeding en buitengerechtelijke dwangmaatregelen ingezet heeft tegen Falun Gong, die variëren van willekeurige arrestaties over dwangarbeid, psychologische foltering en fysieke marteling tot zelfs executies;

H. gelet op het feit dat volgens schattingen honderdduizenden Falun Gong-beoefenaars buitengerechtelijk opgesloten zijn in China;

I. gelet op het feit dat het aantal bevestigde doden door marteling en andere vormen van mishandeling op meer dan 4 600 mensen geschat wordt;

J. gelet op het feit dat minstens 100 000 gevallen van marteling gedocumenteerd zijn door vrijwilligersorganisatie *Minghui.org*;

K. vu le rapport 2006 du rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Manfred Nowak, qui a révélé que 66 % des détenus chinois ayant subi des tortures étaient des pratiquants du Falun Gong;

L. vu l'étude réalisée en 2006 par les chercheurs canadiens, David Kilgour et David Matas, qui a révélé que les adeptes du Falun Gong étaient victimes de prélèvements forcés d'organes;

M. vu l'enquête menée par le journaliste d'investigation américano-britannique et expert de la Chine, Ethan Gutmann, suggérant que quelque 65 000 adeptes du Falun Gong auraient été assassinés pour leurs organes entre 2000 et 2008;

N. considérant que les conclusions de Gutmann ont été publiées dans plusieurs journaux et que des témoignages en ce sens ont été déposés devant le Congrès américain et le Parlement européen;

O. vu l'enquête publiée par Gutmann en août 2014 dans le livre *The Slaughter: Mass Killings, Organ Harvesting and China's Secret Solution to Its Dissident Problem*;

P. vu le jugement rendu en 2019 par le *China Tribunal* selon lequel les prélèvements forcés d'organes sur des adeptes du Falun Gong vivants ne laissent aucune place au doute et que ce fait constitue un crime contre l'humanité;

Q. considérant que le *China Tribunal* a indiqué que plusieurs centaines de milliers de personnes sont mortes du pillage forcé de leurs organes;

R. considérant que les adeptes du Falun Gong ont été et sont les premières et principales victimes de prélèvements forcés d'organes et que les expérimentations dont ils ont fait l'objet ont permis de développer un savoir-faire en la matière, qui a été appliqué à d'autres groupes;

S. considérant que les persécutions à l'encontre des adeptes du Falun Gong s'inscrivent dans un système bureaucratique qui présente des caractéristiques génocidaires, des institutions étatiques diverses se mettant hiérarchiquement au service de l'éradication du Falun Gong et de ses adeptes;

T. considérant que plusieurs appels ont été lancés à l'échelle internationale tant par des gouvernements que par des organisations non gouvernementales afin de mettre un terme à la persécution des pratiquants du Falun Gong;

K. gelet op het rapport in 2006 van speciaal VN-rapporteur inzake marteling, Manfred Nowak, dat aan het licht bracht dat 66 % van de Chinese gedetineerden die marteling doorstonden Falun Gong-beoefenaars waren;

L. rekening houdend met het onderzoek van Canadese onderzoekers David Kilgour en David Matas uit 2006 dat aantoonde dat Falun Gong-beoefenaars slachtoffer werden van gedwongen orgaanextracties;

M. gelet op het onderzoek van Brits-Amerikaans onderzoeksjournalist en China-expert Ethan Gutmann, dat suggereerde dat zo'n 65 000 Falun Gong-beoefenaars vermoord waren voor hun organen tussen 2000 en 2008;

N. overwegende dat Gutmanns bevindingen in verschillende persbladen verschenen zijn en voor het Amerikaans Congres en het Europees Parlement getuigenissen zijn afgelegd ter zake;

O. gelet op het onderzoek dat Gutmann in augustus 2014 publiceerde in het boek *The Slaughter: Mass Killings, Organ Harvesting and China's Secret Solution to Its Dissident Problem*;

P. gelet op de uitspraak van het Chinatribunaal in 2019 die stelde dat er geen twijfel mogelijk was over de gedwongen orgaanextracties op levende Falun Gong-beoefenaars en dat dit feit een misdaad tegen de mensheid betreft;

Q. gelet op het feit dat het Chinatribunaal wees op enkele honderdduizenden doden als gevolg van gedwongen orgaanroof;

R. overwegende dat de Falun Gong-beoefenaars de eerste en voornaamste slachtoffers waren en zijn van gedwongen orgaanextractie en dat via experimenten op hen de knowhow ter zake ontwikkeld is die op andere groepen werd toegepast;

S. gegeven het feit dat de vervolging van de Falun Gong-beoefenaars een bureaucratische systematiek kent die genocidale kenmerken vertoont, waarbij allerlei overheidsinstellingen in hiërarchisch verband in functie staan van het uitroeien van Falun Gong en haar leden;

T. gelet op het feit dat er internationaal zowel vanuit overheden als niet-gouvernementele organisaties verscheidene oproepen gedaan zijn om de repressie van de Falun Gong-beoefenaars een halt toe te roepen;

U. considérant que des organisations non gouvernementales comme Amnesty International et Human Rights Watch ont déjà exhorté les Nations unies et la communauté internationale à agir à cet égard;

V. considérant que le Parlement européen a adopté, en décembre 2013, une résolution d'urgence demandant à la Chine "de mettre immédiatement fin à la pratique de prélèvement d'organes sur des prisonniers d'opinion vivants";

W. considérant que, du côté des autorités publiques, le Congrès américain a déjà adopté des résolutions condamnant la persécution des adeptes du Falun Gong et demandant qu'elle cesse immédiatement;

X. considérant que la Chambre des représentants des États-Unis a adopté, par 412 voix contre une, la Résolution 605 à ce sujet, laquelle appelle le régime chinois à cesser immédiatement la campagne de persécution, les actes d'intimidation, les détentions et les actes de torture visant les adeptes du Falun Gong, ainsi qu'à suspendre les activités du Bureau 6-10 et à libérer sur-le-champ les adeptes du Falun Gong qui ne sont incarcérés qu'en raison de leurs convictions;

Y. considérant plus particulièrement qu'en juin 2016, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté à l'unanimité la Résolution 343 condamnant les prélèvements forcés et systématiques d'organes organisés par l'État chinois qui visent les prisonniers d'opinion dans ce pays;

Z. considérant que des pays comme Israël, l'Italie, l'Espagne et Taiwan ont déjà instauré des lois criminalisant le trafic d'organes et imposant des restrictions au tourisme de transplantation en Chine;

AA. considérant que, même si les adeptes du Falun Gong constituent le principal groupe de prisonniers d'opinion en Chine, d'autres groupes philosophiques ou ethniques y sont aussi victimes d'une répression féroce, comme les Ouïghours, les Tibétains, les chrétiens, les Kazakhs, les Kirghizes et les Tadjiks;

BB. considérant que la Chine a adhéré à la Déclaration universelle des droits de l'homme en devenant membre des Nations unies;

CC. considérant que la Chine a ratifié le Pacte relatif aux droits civils et politiques;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de condamner fermement la persécution systématique et brutale des pratiquants du Falun Gong et

U. gelet op het feit dat vanuit niet-gouvernementele hoek organisaties als Amnesty International en Human Rights Watch reeds de VN en de internationale gemeenschap aangespoord hebben actie ter zake te ondernemen;

V. overwegende dat in december 2013 het Europees Parlement een noodresolutie aangenomen heeft die oproept tot een "onmiddellijke stopzetting van de orgaanroof van levende gewetensgevangenen";

W. overwegende dat van overheidswege reeds resoluties zijn aangenomen door het Amerikaans Congres die de vervolging van de Falun Gong-beoefenaars veroordelen en oproepen tot onmiddellijke stopzetting ervan;

X. overwegende dat ter zake het Amerikaans Huis van Afgevaardigden Resolutie 605 aangenomen heeft met een stemming van 412 voor en 1 tegen die het Chinese regime aanspoort om onmiddellijk de vervolgingscampagne, intimidatie, detentie en marteling van Falun Gong-beoefenaars stop te zetten, het 6-10-bureau op te schorten en per direct de Falun Gong-beoefenaars vrij te laten die louter omwille van hun overtuiging worden vastgehouden;

Y. overwegende dat meer bepaald in juni 2016 het Amerikaans Huis van Afgevaardigden unaniem Resolutie 343 heeft aangenomen die "de systematische, staats-gestuurde en onvrijwillige orgaanroof van gewetensgevangenen" in China veroordeelt;

Z. gelet op het feit dat Israël, Italië, Spanje en Taiwan reeds wetten hebben ingevoerd die orgaanhandel criminaliseren en restricties opleggen voor transplantatietoerisme naar China;

AA. overwegende dat, hoewel de Falun Gong-beoefenaars de grootste groep onder de gewetensgevangenen zijn in China, er ook andere levensbeschouwingen en etniciteiten met zware repressie te maken krijgen, waaronder de Oeigoeren, Tibetanen, christenen, Kazachen, Kirgiziërs en Tadzjiken;

BB. overwegende dat China de Universele Verklaring voor de Rechten van de Mens aanvaardt, als gevolg van zijn lidmaatschap van de Verenigde Naties;

CC. overwegende dat China het Verdrag inzake Burgerrechten en Politieke rechten ondertekend heeft;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de systematische en brutale vervolging van de Falun Gong-beoefenaars met klem te veroordelen en

d'aborder la question dans les forums bilatéraux, européens et internationaux pertinents;

2. de condamner fermement les prélèvements forcés d'organes pratiqués sur les adeptes du Falun Gong et sur les membres d'autres groupes persécutés et d'aborder la question dans les forums bilatéraux, européens et internationaux pertinents;

3. de condamner fermement la persécution systématique et brutale de tous les groupes philosophiques et ethno-religieux en Chine et d'aborder la question dans les forums bilatéraux, européens et internationaux pertinents;

4. d'élaborer, en s'inspirant de ce qui se fait à l'étranger, une législation limitant strictement le tourisme de transplantation en Chine;

5. de suspendre immédiatement l'accord bilatéral d'extradition belgo-chinois, qui représente un grand danger pour les groupes persécutés tels que ceux énumérés dans la présente proposition de résolution;

6. de se retirer d'office de l'accord d'investissement sino-européen, quels que soient les résultats auxquels aboutiront les négociations;

7. de rappeler à l'ordre l'ambassadeur de Chine et de l'interroger sur ces crimes contre l'humanité;

8. de retirer tout notre personnel diplomatique de Chine en guise de signal si Pékin ne change pas de cap dans un délai raisonnable.

25 novembre 2021

aan te kaarten op de relevante bilaterale, Europese en internationale fora;

2. de gedwongen orgaanextracties op Falun Gong-beoefenaars en andere vervolgte groepen met klem te veroordelen en aan te kaarten op de relevante bilaterale, Europese en internationale fora;

3. de systematische en brutale vervolging van alle levensbeschouwelijke en etnisch-religieuze groeperingen in China ten strengste te veroordelen en aan te kaarten op de relevante bilaterale, Europese en internationale fora;

4. naar buitenlands voorbeeld wetgeving in te voeren die transplantatietoerisme naar China strikt aan banden legt;

5. het bilateraal Belgisch-Chinees uitleveringsakkoord per direct op te schorten, daar het een groot gevaar inhoudt voor vervolgte groepen als deze opgesomd in deze resolutie;

6. *a priori* uit het Chinees-Europees investeringsakkoord te stappen, ongeacht waarin de onderhandelingen in de toekomst nog resulteren;

7. de Chinese ambassadeur op het matje te roepen en te ondervragen over deze misdaden tegen de mensheid;

8. al ons diplomatiek personeel uit China terug te trekken bij wijze van signaal, indien Peking geen enkele koerswijziging inzet binnen een redelijke termijn.

25 november 2021

Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)